

Consensus

(Article à paraître dans les Cahiers pédagogiques en 2007)

Les affrontements médiatiques sur l'école semblent de plus en plus irréels. A l'opposition, pour chacun incompréhensible, entre « pédagogues » et « républicains » s'ajouterait maintenant celle, non moins ahurissante, entre partisans respectifs du déchiffrement et du sens dans l'apprentissage de la lecture ! On voit bien les profits, matériels et symboliques, que des journalistes, éditeurs, universitaires et politiciens tirent de ces controverses artificielles ; car le bon sens comme l'expérience montrent que ces catégories ne sont évidemment pas opposables. En polarisant l'attention sur des lignes de clivage imaginaires, ces faux débats contribuent à dissimuler l'émergence dans la société d'un nouvel accord sur l'éducation, qui tend à dépasser le vieux clivage entre conceptions « libérales » et « autoritaires » de l'éducation.

Dans les conceptions traditionnelles de l'éducation, au nom d'une distinction universelle entre le bien et le mal, nulle distinction n'est opérée entre l'enfant et sa production scolaire : les deux doivent être « corrigés ». On mesure bien le poids, dans ces pratiques, d'une anthropologie qui voit dans l'enfant une nature à « dresser » ou à « redresser », et l'influence de la théologie du péché originel. L'éducation libérale renverse cette perspective. Au nom d'une anthropologie inverse, qui voit dans l'enfant l'innocence et dans la société des adultes sa potentielle corruptrice, elle bannit de ses pédagogies toute idée de faute, de punition et même de contrainte. Voici venu le temps des erreurs. L'élève se trompe, rien de plus normal et même de plus important pour le maître ; car dans l'erreur de l'élève, il décrypte le cheminement cognitif erroné et va donc pouvoir adapter sa pédagogie. Très bien, mais ici encore, pas de distinction entre domaines cognitif et comportemental : l'incorrection signale toujours une « difficulté ». Hier le « mauvais élève » ne devait s'en prendre qu'à lui-même : absence de don, de travail ou de volonté ; aujourd'hui « l'élève en difficulté » est devenu une victime : de profs mal formés, d'un système sclérosé (ou à l'inverse sans cesse chamboulé), d'une société inégalitaire. En croyant inverser ses perspectives, la sociologie triomphante n'a fait que reprendre à la théologie chrétienne sa vieille métaphysique de la culpabilité, ne faisant qu'en transposer la charge de l'enfant sur la société.

Ce que nous ont fait découvert dès les années 60 des philosophes comme Jacques Ulmann ou Hannah Arendt c'est que l'éducation n'est pas affaire d'une improbable « nature humaine », à maîtriser pour les uns, à épanouir pour les autres ; mais qu'elle est un héritage à transmettre, celui des acquis culturels construits, génération après génération, par ceux qui nous ont précédé. Et puis, ce que ces dix dernières années nous ont appris, avec la montée des violences juvéniles et notre incapacité à y répondre en termes éducatifs, c'est à mieux discerner l'importance des règles, et plus généralement des normes sociales ; à mieux assumer leur part de contingence, qui n'enlève rien à leur absolue nécessité ; à reconnaître enfin le sens des contraintes qu'elles nous imposent dans les valeurs même de la modernité démocratique, au premier rang desquelles la liberté individuelle. Dorénavant il est plus clair que l'erreur n'est pas une faute, et que la faute n'est pas une erreur. Un élève peut hésiter, se tromper, suivre dans un apprentissage un cheminement parfois tortueux ou erroné, on ne peut le punir de cela. Le même peut aussi transgresser une règle qu'il connaît parfaitement, se montrer impoli ou agressif, ne pas venir en cours ou ne pas rendre un devoir : ce n'est plus là une erreur, c'est bien une faute ; et toute faute doit par nature être sanctionnée. Qu'en serait-il en

effet d'une règle qui pourrait sans conséquences ne pas être respectée ? La sanction institue la loi, qui garantit la sécurité et la liberté de chacun, mais aussi l'égalité entre élèves, et donc la possibilité d'une justice.

Les Français ne s'y trompent pas. Le vieux clivage qui structurait la société française depuis la Réforme, entre une gauche - et une jeunesse - éprises de liberté et une droite - et des anciens - plus soucieux d'autorité, a semble-t-il disparu. Pour les sociologues qui suivent cette question, un consensus rassemble désormais les Français autour de valeurs jugées davantage complémentaires qu'opposées. Chez les 18-60 ans, observent-ils, la poursuite de l'affranchissement des normes morales dans la vie privée se conjugue dorénavant avec une demande accrue de règles et d'autorité dans le domaine public.

Le problème est que l'école répond à la fois à une attente publique (la socialisation, l'apprentissage de la citoyenneté) et aux préoccupations privées des familles (l'épanouissement, la réussite des enfants) ; ce qui ne rend pas forcément plus facile la tâche des enseignants...